



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

Groupement de commandes
Coordonnateur : Commune des Thuiles

RÉPARATION DE VOIRIES COMMUNALES ET ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX

Date et heure limites de réception des offres :
Vendredi 20 septembre 2024 à 12:00

Commune des Thuiles
Mairie des THUILES
1 Place Fernand Gilly
04400 LES THUILES
Tel. 04 92 81 10 03
Courriel : mairie@lesthuiles.fr

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 - Variantes.....	4
3 - Les intervenants.....	4
3.1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage.....	4
3.2 - Contrôle technique.....	5
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
4 - Conditions relatives au contrat	5
4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement	5
5 - Contenu du dossier de consultation	5
6 - Présentation des candidatures et des offres	6
6.1 - Documents à produire.....	6
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
7.1 - Transmission électronique.....	8
7.2 - Transmission sous support papier.....	10
8 - Examen des candidatures et des offres	10
8.1 - Sélection des candidatures.....	10
8.2 - Attribution des marchés.....	11
8.3 - Suite à donner à la consultation	11
9 - Récompenses	12
10 - Renseignements complémentaires.....	12
10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	12
10.2 - Procédures de recours.....	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

RÉPARATION DE VOIRIES COMMUNALES ET ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX

Le présent marché, conclu par le biais d'un groupement de commande, a pour objet le recrutement d'un maître d'œuvre pour l'étude et la réalisation d'un programme de réparation de voirie, d'enfouissement, de réfection et de renforcement des réseaux. Il comporte :

* Maitrise ouvrage commune des Thuiles

- les réparations de voirie visant en la remise à l'état de l'infrastructure dans ses caractéristiques géométriques et fonctions initiales,

- la réfection du parement de mur de soutènement aval en maçonnerie au droit de la parcelle AB173,

- la création d'un réseau de drainage de voirie et collectes des eaux toitures des habitations riveraines vers l'exutoire existant "le torrent des Thuiles",

- la réfection et le renforcement des réseaux d'AEP communaux,

- la coordination d'entreprises de travaux sur réseaux secs des concessionnaires des voiries.

* Maitrise ouvrage Communauté de Communes Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon

- la réfection et création de réseaux EU sous maîtrise d'ouvrage.

Lieu(x) d'exécution :

• la RD309 route de l'Aupillon sur 300m à partir du carrefour avec la RD900,

• la route de la Vicarie prolongeant la RD309 (70m),

• la route des siphons en globalité (160m),

• la rue du cadran solaire sur 80m à partir du carrefour RD309.

04400 Les thuiles

Cette consultation s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique avec les organismes suivants :

Communauté de Communes Vallée de l'Ubaye - Serre-Ponçon

Le coordonnateur du groupement de commandes est la commune des Thuiles. Il aura en charge le portage de la consultation telle que prescrit par convention du 12/04/2024. Chaque membre du groupement devra signer, notifier et suivre l'exécution du marché.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le marché à tranches sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont divisées en 4 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	Réparations de voirie et drainage de voirie Réparations de voirie visant en la remise à l'état de l'infrastructure dans ses caractéristiques géométriques et fonctions initiales, Réfection du parement de mur de soutènement aval en maçonnerie au droit de la parcelle AB173, Création d'un réseau de drainage de voirie et collectes des eaux toitures des habitations riveraines vers l'exutoire existant "le torrent des Thuiles",
TO001	Réfection et renforcement de réseaux d'AEP Réfection et le renforcement de réseaux d'AEP communaux,
TO002	Réfection et création de réseaux EU Réfection et création de réseaux EU sous maîtrise d'ouvrage Communauté de Communes Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon par le biais d'un groupement de commande,
TO003	Coordination des entreprises de travaux Coordination des travaux avec les entreprises sur réseaux secs des concessionnaires des voiries

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Les tâches suivantes seront effectuées par un ou plusieurs membres du groupement dans les conditions suivantes :

Le mandataire du groupement se voit imposer la tranche ferme du contrat de maîtrise d'œuvre.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Les intervenants

3.1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistant à maîtrise d'ouvrage est assuré par l'agence départementale - Ingénierie et Territoires 04 / Hôtel du Département, 13 rue du Docteur Romieu, CS 70 216, 04 995 DIGNE LES BAINS CEDEX pour la tranche ferme et le tranche conditionnelle n°3.

Téléphone : 04 92 30 08 50

Mail 1 : contact@it04.fr

3.2 - Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Voir procès-verbal du conseil municipal du 13/12/2023.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le Calendrier prévisionnel d'exécution
- Imprimé de déclaration de sous traitance (DC4)
- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le programme de l'opération de la commune des Thuiles constitué par la notice d'étude préalable IT-21-129 validée le 24/10/2023
- Le programme de l'opération de la CCVSUP constitué par la note de description projet Renouvellement réseaux EU.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes (les pièces seront signées au plus tard au moment de l'attribution du marché, le candidat n'ayant pas d'obligation de les signer au moment du dépôt de l'offre) :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner du Code de la commande publique, et attestant être en règle sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail (pour signer le candidat pourra utiliser son outil de signature électronique qui lui est propre) ;	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années		Non

Libellés	Niveau	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat		Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat		Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Niveau 5 requis conformément au décret n°2019-14 du 8 janvier 2019 relatif au cadre national des certifications professionnelles (Info https://www.service-public.fr/particuliers/vos-droits/F199)	Non

Les candidats sont invités à utiliser le Document Unique des Marchés Publics ou les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Espaces de stockages numériques :

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature (de préférence dans le DUME électronique, ou l'imprimé DC1 / lettre de candidature) toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

La notion d'espace de stockage numérique recouvre tout support de stockage en ligne accessible par le pouvoir adjudicateur, quel que soit son degré de sécurité, qu'il s'agisse d'un coffre-fort électronique, à l'instar de ceux proposés par exemple par les plateformes de dématérialisation, ou d'un simple site Internet propre à l'opérateur économique.

Attention,

- le DUME électronique ou la lettre de candidature (ou le formulaire DC1 qui en tient lieu),
- la déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat ne fait l'objet d'aucune interdiction de soumissionner (ou le DUME ou le formulaire DC1 qui en tient lieu),

ne peuvent pas être communiqués par le biais d'un espace de stockage numérique et doivent être transmis

selon les modalités de remise des candidatures prévues par le règlement de la consultation.

Les documents pouvant être déposés par les opérateurs économiques sur les espaces de stockage numériques sont donc l'ensemble des renseignements et documents demandés par l'acheteur public dans son règlement de la consultation pour vérifier les capacités des candidats.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (notamment l'imprimé de déclaration de sous-traitance DC4 le cas échéant) : celui-ci sera signé au moment de l'attribution du marché, le candidat n'ayant pas d'obligation de signer au moment du dépôt de l'offre	Oui
Une offre financière pour chaque élément de mission	Oui
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) avec le détail des temps passés par tranches et éléments de mission.	Oui
Le mémoire technique justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution des tranches et missions du contrat comprenant : <ul style="list-style-type: none">• Reformulation des attentes du maître d'ouvrage exprimées dans le programme ;• Méthodologie employée pour chaque phase de la mission ;• La présentation de l'équipe dédiée au projet ;• Planning, délais d'exécution et points d'arrêt de validation des livrables ;• Exposé des moyens affectés en cohérence avec les temps passés par catégorie de personnels.	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Les tâches que l'acheteur souhaite faire effectuer exclusivement par le titulaire du contrat sont indiquées au cahier des charges.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Recommandations dans le cadre d'une remise d'offre par la voie dématérialisée :

- Etre équipé d'un poste informatique répondant aux conditions d'utilisation de la plateforme (accessibles sur la page de la plateforme : exigence d'environnement Java, acceptation des applets et des fichiers de sécurité, etc.),
- Disposer d'un temps suffisant pour effectuer les manipulations de réponse et le transfert intégral des fichiers à transmettre, la date de fin de réception des plis électroniques étant la date de référence du dépôt complet de la réponse,
- Vérifier après le dépôt, notamment sur le mail envoyé automatiquement par la plateforme que la "taille

informatique" du fichier est suffisante, et ne révèle pas un "pli électronique vide",

- Eviter les sous dossiers,
- Le nombre de caractère usité pour le nommage des dossiers et des fichiers est limité à 16.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde – ne pas ouvrir », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. La copie de sauvegarde, parvenue dans les délais de remise des offres, sera ouverte si l'offre transmise par voie électronique contient un programme informatique malveillant dont la trace sera conservée par le pouvoir adjudicateur ou si l'offre transmise par voie électronique n'est pas arrivée correctement ou dans les délais de dépôt des offres sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres. Les candidats transmettent leur copie de sauvegarde sous pli cacheté portant en outre les mentions : Identification de la société : expéditeur (timbre société), N° siret et courriel de référence pour les échanges. Ce pli doit contenir les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation. Il devra être envoyé uniquement par pli recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante : Mairie des THUILES, 1 Place Fernand Gilly, 04400 LES THUILES. Les plis de sauvegarde dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : XLS, PDF, DOC.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

- Eviter les sous dossiers,
- Le nombre de caractère usité pour le nommage des dossiers et des fichiers est limité à 16,

La taille maximum acceptée pour un pli électronique est de 500 Mo (toutefois, taille recommandée : 200 Mo).

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES au plus tard au moment de l'attribution du marché. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES (directement dans le fichier ou le document).

Si la signature de l'acte d'engagement est effectuée par le candidat au moment de l'attribution du marché, celle-ci sera faite sur le profil d'acheteur après invitation du Département et au moyen d'un guichet spécifique de signature du marché au format PADES uniquement.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera le cas échéant transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties, si le candidat ne possède pas de signature électronique.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Les plateformes de marché public conseillent la création d'un compte d'entreprise dédié afin de bénéficier d'un ensemble de service d'alertes sur les consultations (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres/Précisions, Modifications, Report de délais...). L'opérateur économique y indique son adresse mail durable, générique ou de renvoi pendant toute la durée de la procédure. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	70.0 %
2-Valeur technique	30.0 %

Les critères "prix des prestations" est établis à l'aide d'une note de 20 points, calculée de la manière suivante :
$$\text{Note} = (\text{valeur de la meilleure offre} * 20 \text{ points}) / \text{valeur de l'offre.}$$

La valeur de l'offre "prix des prestations" est établi par l'addition des forfaits de rémunération hors taxes de chaque mission figurant à l'article 4 de l'acte d'engagement renseigné par le candidat.

La note du critère "valeur technique" est établi sur 20 points. La notation est appréciée à partir de l'analyse du mémoire technique que le candidat a remis dans son offre. Sa composition est indiquée à l'article 6.1 "documents à produire" du présent règlement. Le candidat est informé qu'en cas d'incomplétude du mémoire constaté à l'issue des phases de régularisation ou négociation, l'offre sera déclarée irrégulière conformément aux dispositions de l'art. R2152-1 du Code de la Commande Publique.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

- Les négociations seront effectuées par le biais de la plateforme de consultation,
- Le cas échéant, les négociations pourront prendre la forme de réunions en audio ou visio-conférence,
- Les candidats établissent, le cas échéant, une nouvelle offre, qu'ils transmettront à la commune selon les modalités indiquées,
- La négociation sera engagée et menée dans le cadre des critères cités ci-dessus,
- Les négociations pourront prendre la forme de demandes de précisions relatives aux offres.

L'attribution du marché de maîtrise d'œuvre est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

Le ou les candidats retenus à titre provisoire produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique : les attestations fiscales en rapport avec l'exercice concerné, les attestations sociales datant de moins de 6 mois en rapport avec le statut du candidat et attestant aussi la régularité de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des personnes handicapées des articles L5212-2 à L5212-5 du Code du travail (URSSAF, RSI, congés payés etc.), la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L5221-2, 3 et 11 du Code du travail, ou une attestation sur l'honneur de non emploi de salariés étrangers, copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 7 jours. En cas de non production de ces documents par le candidat classé premier, le candidat classé deuxième sera alors sollicité.

La signature de l'acte d'engagement sera demandée au candidat attributaire au moment de l'attribution du marché ; celle-ci sera faite sur le profil d'acheteur après invitation du Département et au moyen d'un guichet spécifique de signature du marché au format PADES uniquement en cas de signature électronique.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Récompenses

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats admis à remettre des prestations et non retenus.

10 - Renseignements complémentaires

10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marchesonline.com/>.

Les candidats pourront obtenir tout renseignement complémentaire relatif à la tranche optionnelle n°2 auprès de :

Théo MEYNET

Communauté de Communes « Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon »

4 Avenue des Trois Frères Arnaud

04 400 BARCELONNETTE

Tél : 04 86 89 80 04

Mail : tmeynet@ccvusp.fr

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

10.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Marseille

22-24 rue Breteuil

13006 MARSEILLE

Tél : 04 91 13 48 13

Télécopie : 04 91 81 13 87
Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Informations sur les principaux recours :

- 1-Référé pré contractuel prévu aux articles L. 551-1 et suivants du code de justice administrative
- 2- Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative
- 3-Recours de plein contentieux en contestation de la validité du contrat issu des arrêts du Conseil d'Etat Tropic du 16/07/2007 et Tarn et Garonne du 04/04/2014.
- 4- Recours pour Excès de Pouvoir en ce qui concerne les décisions de déclaration d'infructuosité ou de déclaration sans suite en cas d'abandon de la procédure.
- 5- Recours contre une "clause règlementaire" issu de l'arrêt du Conseil d'Etat du 9 février 2018 (n° 404982).
- 6- Recours en résiliation du contrat issu de l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 juin 2017 (n° 398445).

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :
Tribunal Administratif de Marseille 22-24, rue Breteuil 13281 Marseille Cedex 06, Tél. : 04 91 13 48 13.